

## "Mon corps m'appartient" ?

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 16 juillet 2021

Emmanuel Macron a eu cette année une bien curieuse façon de célébrer la fête nationale, en choisissant d'asséner un coup violent au pays tout entier, avec le durcissement drastique des contraintes liées à la pandémie, et l'instauration d'un passe sanitaire qui a toutes les apparences d'une obligation vaccinale. Depuis son discours de lundi, une véritable guerre fait rage : dans les familles, dans les entreprises et les administrations, sur les réseaux sociaux. En matière d'unité nationale, on pouvait mieux faire.

Le président français, pourtant si prompt à chanter les louanges de l'Europe et à lorgner sur les voisins, a choisi une stratégie dure qu'il est le seul à promouvoir. Il demande l'obligation vaccinale pour les soignants, renforce les contrôles, au moment précis où Angela Merkel par exemple, en Allemagne, déclare publiquement le caractère inadéquat d'une telle rigueur. Les Suisses s'interrogent quant à eux sur la dimension dictatoriale du régime français, et les Espagnols, par la voie de leur Cour Suprême, viennent de déclarer que les confinements étaient anti-constitutionnels.

Devant les choix posés par nos dirigeants, la question de la pertinence ou de la non-pertinence médicale du vaccin est dépassée depuis longtemps. Nous pouvons, bien sûr, continuer à avancer les arguments selon lesquels une vaccination massive et obligatoire – elle ne l'est pas encore officiellement, mais c'est jouer sur les mots – y compris des populations non à risque, pour une maladie dont la létalité reste encore extrêmement faible, ne paraît pas justifiée, mais la question n'est plus là : désormais, l'enjeu est celui de la remise en cause pure et simple de notre modèle politique et anthropologique.

Il existe aujourd'hui, en France, onze vaccins obligatoires. Des centaines de milliers de mères, chaque année, se prêtent à la vaccination de leurs petits sans vraiment rechigner. Mais aucun de ces onze vaccins ne donne lieu à des collectes de données numériques personnelles ; aucun ne s'accompagne d'une vérification à l'entrée d'un centre commercial ou d'un train. Le problème n'est donc plus seulement celui de l'administration du vaccin, mais bien celui de l'existence de nos libertés publiques, et de la proportionnalité entre les moyens et la fin : prison, amendes de dizaines de milliers d'euros, licenciements sont promis à la clef pour les récalcitrants. Le simple bon sens devrait nous faire réagir devant de tels excès.

Le discours présidentiel – qui pour l'instant, faut-il le rappeler, n'a pas encore force de loi – prône l'instauration d'un monde de contrôle universel, où les gestes apparemment les plus anodins du quotidien devront désormais faire l'objet d'une planification. Au pays qui, entre tous, s'est fait une gloire de célébrer la convivialité d'un bon verre de vin à la terrasse ensoleillée d'un café, il sera désormais impossible d'envisager un moment de douceur et d'amitié sur le mode impromptu. « Vaccinez-vous pour retrouver cette liberté », nous murmure-t-on : c'est un leurre, car le mode « impromptu » ainsi reconfiguré impliquera, à tout bout de champ, de dégainer le fameux passeport vaccinal. Il n'y aura pas de retour « comme avant » : aujourd'hui, une voix dans les trains vous rappelle que les vaccinés doivent garder leur masque et faire comme si de rien n'était. Demain, ils devront se justifier à chacun de leur geste. Une liberté aux ailes tronquées par un automatisme policier mortifère, à la faveur d'une mission déléguée à des restaurateurs, des commerçants, des contrôleurs de transport qui n'ont ni l'envie, ni le pouvoir, ni le droit de l'exercer.

Il est piquant de constater que les slogans « mon corps m'appartient », « mon corps, mon droit, mon choix », exhibés comme des mantras par toute une classe politique et médiatique depuis mai 68 pour justifier l'injustifiable, sont ici vidés de toute substance. En l'espèce, mon corps ne m'appartient plus, et mon choix n'existe pas. Nous pouvons nous en offusquer, mais ce n'est guère étonnant de la part d'un gouvernement qui a fait passer en force le projet de loi bioéthique, qui autorise toutes les manipulations et, en ouvrant la voie à la GPA, s'apprête à mettre fin au principe d'indisponibilité du corps humain. Un fil rouge unit cette loi terrible au discours présidentiel du 12 juillet.

La politique n'est pas qu'une affaire de colonnes budgétaires, de questionnements comptables et administratifs. Elle est avant tout un *moyen* au service d'une vision de l'homme, de valeurs, d'une civilisation. Il est manifeste que nos gouvernants, en la matière, ont fait le choix du pire. Quand un état d'exception devient la norme, la soumission devient une faute aussi bien politique que morale.

**Constance Prazel**

**Pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, nous vous invitons à vous procurer notre petit ouvrage *La vaccination en question* pour éclairer votre réflexion.**

**Il est disponible contre simple paiement des frais de port à cette adresse :**

**<http://libertepolitique.com/L-association/Nos-publications/La-vaccination-en-question>**